



CHAPITRE 78

Loi modifiant la charte de la cité de
Salaberry-de-Valleyfield

[Sanctionnée le 2 février 1956]

CHAPTER 78

An Act to amend the charter of the city of
Salaberry-de-Valleyfield

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Salaberry-de-Valleyfield a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 22 George V, chapitre 111, et les différentes lois qui la modifient: 23 George V, chapitre 130; 24 George V, chapitre 95; 1 George VI, chapitre 112; 3 George VI, chapitre 110; 4 George VI, chapitre 87; 7 George VI, chapitre 58; 9 George VI, chapitre 81; 15-16 George VI, chapitre 73; 2-3 Elizabeth II, 1953-54, chapitre 72, et 3-4 Elizabeth II, 1954-55, chapitre 60, soient modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1931-32,
c. 111,
a. 12, am.

Immeu-
bles pour
fins mu-
nicipales,
etc.

1. L'article 12 de la loi 22 George V, chapitre 111, est modifié en ajoutant, après le paragraphe 8°, le paragraphe suivant: "9° Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales de Québec et de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne dépassera pas deux cent mille dollars.

WHEREAS the city of Salaberry-de-Valleyfield has, by its petition, represented that it is in the interest of the good administration of its affairs that its charter, the act 22 George V, chapter 111, and the different acts amending it: 23 George V, chapter 130; 24 George V, chapter 95; 1 George VI, chapter 112; 3 George VI, chapter 110; 4 George VI, chapter 87; 7 George VI, chapter 58; 9 George VI, chapter 81; 15-16 George VI, chapter 73; 2-3 Elizabeth II, 1953-54, chapter 72, and 3-4 Elizabeth II, 1954-55, chapter 60, be amended; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 12 of the act 22 George V, chapter 111, is amended by adding, after subsection 8, the following subsection:

"9. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs of Quebec and of the Quebec Municipal Commission, acquire, build and maintain one or more immoveables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed two hundred thousand dollars.

Immove-
ables for
municipal
purposes,
etc.

Vente ou location.

La cité est autorisée, avec l'approbation préalable du ministre des affaires municipales de Québec et de la Commission municipale de Québec, à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle jugera justes et raisonnables.

Emprunt.

Sans autres formalités que celles de l'approbation du règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil et par la Commission municipale de Québec, le conseil peut emprunter, pour les fins susdites, une ou des sommes dont le total n'excèdera pas deux cent mille dollars."

1931-32, c. 111, a. 12, am.

2. L'article 12 de la loi 22 George V, chapitre 111, est modifié en ajoutant, après le paragraphe 9°, le paragraphe suivant:

Emprunt.

"10° Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire et sans autres formalités que celles de l'approbation du règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil et par la Commission municipale de Québec, la cité est autorisée à contracter, par règlement, un emprunt par obligations dont le total ne doit pas excéder cent cinquante mille dollars.

Emploi.

Cet emprunt sera destiné à pourvoir au coût de la construction et de l'installation d'une conduite d'eau spéciale partant de l'aqueduc municipal, pour desservir certaines industries nouvelles, dont Davison Chemical Company Ltd. et National Silicates Limited, et les propriétaires environnants, ainsi qu'au coût de la construction et de l'installation d'un canal d'égout pour desservir les mêmes intéressés."

1931-32, c. 111, a. 59, am.

3. La loi 22 George V, chapitre 111, est modifiée, en ajoutant, à l'article 59, l'alinéa suivant:

Domicile.

"De plus, l'échevin doit avoir domicile en tout temps dans le quartier pour lequel il désire se faire élire ou qu'il représente. La présente disposition ne s'applique pas aux membres du conseil actuellement en fonctions jusqu'à l'expiration du mandat en cours."

1931-32, c. 111, a. 115b, aj.

4. La loi 22 George V, chapitre 111, est modifiée, en ajoutant, après l'article 115a, l'article suivant:

The city is authorized, with the previous approval of the Minister of Municipal Affairs of Quebec and of the Quebec Municipal Commission, to sell or lease the said immovable or immovables on conditions which it shall deem fair and reasonable.

Sale or lease.

Without other formalities than the approval of the by-law by the Lieutenant-Governor in Council and the Quebec Municipal Commission, the council may, for the above purposes, borrow one or more sums the total of which shall not exceed two hundred thousand dollars."

Loan

2. Section 12 of the act 22 George V, chapter 111, is amended by adding, after subsection 9, the following subsection:

1931-32, c. 111, s. 12, am.

"10. Notwithstanding any general law or special act to the contrary and without other formality than the approval of the by-law by the Lieutenant-Governor in Council and the Quebec Municipal Commission, the city is authorized to raise, by by-law, a loan on debentures, the total of which shall not exceed one hundred and fifty thousand dollars.

Loan.

Such loan shall be intended to provide for the cost of construction and installation of a special water-main from the municipal waterworks, to supply certain new industries, including Davison Chemical Company Ltd. and National Silicates Limited, and the neighbouring proprietors, as well as for the cost of construction and installation of a sewer to serve the same interested parties."

Use.

3. The act 22 George V, chapter 111, is amended, by adding, to section 59, the following paragraph:

1931-32, c. 111, s. 59, am.

"In addition, the alderman must reside at all times in the ward for which he wishes to be elected or which he represents. This provision shall not apply to the members of the council now in office until the end of the current term."

Residence.

4. The act 22 George V, chapter 111, is amended, by adding, after section 115a, the following section:

1931-32, c. 111, s. 115b, added.

Imposition des propriétés de Davison Chemical Co. Ltd et National Silicates Ltd.

"115b. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, l'imposition de taxes sur la propriété de Davison Chemical Company Ltd. et de National Silicates Limited sera conforme aux dispositions suivantes:

a) Pour la période de cinq (5) ans à compter du premier jour de janvier 1957, l'évaluation aux fins municipales et scolaires du terrain acquis ou à être acquis par Davison Chemical Company Ltd. pour l'établissement de son usine et de tous les biens imposables de ladite compagnie y situés en aucun temps durant ladite période sera de cent quarante-quatre mille dollars (\$144,000.00), le montant de toutes les taxes, tant générales que spéciales, à l'exception de la taxe d'eau, payables à la cité relativement auxdits terrain et biens sera de mille cinq cent quatre-vingt-cinq dollars (\$1,585.00) par année, et le montant de toutes les taxes, tant générales que spéciales, payables aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Salaberry-de-Valleyfield dans le comté de Beauharnois relativement auxdits terrain et biens sera de deux mille cent soixante dollars (\$2,160.00) par année; et pour la période de cinq (5) ans à compter du premier jour de janvier 1962, l'évaluation aux fins municipales et scolaires dudit terrain et de tous les biens imposables de ladite compagnie y situés en aucun temps durant ladite période sera de deux cent seize mille dollars (\$216,000.00), le montant de toutes les taxes, tant générales que spéciales, à l'exception de la taxe d'eau, payables à la cité relativement auxdits terrain et biens sera de deux mille trois cent quatre-vingts dollars (\$2,380.00) par année, et le montant de toutes les taxes, tant générales que spéciales, payables aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Salaberry-de-Valleyfield dans le comté de Beauharnois relativement auxdits terrain et biens sera de trois mille deux cent quarante dollars (\$3,240.00) par année;

b) Pour la période de cinq (5) ans à compter du premier jour de janvier 1957, l'évaluation aux fins municipales et scolaires du terrain acquis ou à être acquis par National Silicates Limited pour l'éta-

"115. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the imposition of taxes on the property of Davison Chemical Company Ltd. and National Silicates Limited shall be in accordance with the following provisions:

a. For the period of five (5) years beginning on the first day of January, 1957, the valuation for municipal and school purposes of the land acquired or to be acquired by Davison Chemical Company Ltd. for the establishment of its factory, and of all the taxable property of the said company situated thereon at any time within the said period, shall be one hundred and forty-four thousand dollars (\$144,000.00), the amount of all taxes, both general and special, except the water-rates, payable to the city with respect to the said land and property shall be one thousand five hundred and eighty-five dollars (\$1,585.00) a year, and the amount of all taxes, both general and special, payable to The school commissioners for the municipality of the city of Salaberry-de-Valleyfield in the county of Beauharnois with respect to the said land and property shall be two thousand one hundred and sixty dollars (\$2,160.00) a year; and for the period of five (5) years beginning on the first day of January, 1962, the valuation for municipal and school purposes of the said land and of all the taxable property of the said company situated thereon at any time during the said period shall be two hundred and sixteen thousand dollars (\$216,000.00), the amount of all taxes, both general and special, except the water-rates, payable to the city with respect to the said land and property shall be two thousand three hundred and eighty dollars (\$2,380.00) a year, and the amount of all taxes, both general and special, payable to The school commissioners for the municipality of the city of Salaberry-de-Valleyfield in the county of Beauharnois, with respect to the said land and property shall be three thousand two hundred and forty dollars (\$3,240.00) a year;

b. For the period of five (5) years beginning on the first day of January, 1957, the valuation for municipal and school purposes of the land acquired or to be acquired by National Silicates Limited

Imposition of property of Davison Chemical Co. Ltd and National Silicates Ltd.

blissement de son usine et de tous les biens imposables de ladite compagnie y situés en aucun temps durant ladite période sera de deux cent mille dollars (\$200,000.00), le montant de toutes les taxes, tant générales que spéciales, à l'exception de la taxe d'eau, payables à la cité relativement auxdits terrain et biens sera de deux mille deux cents dollars (\$2,200.00) par année, et le montant de toutes les taxes, tant générales que spéciales, payables aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Salaberry-de-Valleyfield dans le comté de Beauharnois relativement auxdits terrain et biens sera de trois mille dollars (\$3,000.00) par année; et pour la période de cinq (5) ans à compter du premier jour de janvier 1962, l'évaluation aux fins municipales et scolaires dudit terrain et de tous les biens imposables de ladite compagnie y situés en aucun temps durant ladite période sera de trois cent mille dollars (\$300,000.00), le montant de toutes les taxes, tant générales que spéciales, à l'exception de la taxe d'eau, payables à la cité relativement auxdits terrain et biens sera de trois mille trois cents dollars (\$3,300.00) par année, et le montant de toutes les taxes, tant générales que spéciales, payables aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Salaberry-de-Valleyfield dans le comté de Beauharnois relativement auxdits terrain et biens sera de quatre mille cinq cents dollars (\$4,500.00) par année. Ces commutations de taxes sont subordonnées au fonctionnement régulier et normal de l'usine et au paiement normal de salaires raisonnables."

for the establishment of its factory and all the taxable property of the said company situated thereon at any time during the said period shall be two hundred thousand dollars (\$200,000.00) the amount of all taxes, both general and special, except the water-rates, payable to the city with respect to the said land and property shall be two thousand two hundred dollars (\$2,200.00) a year, and the amount of all taxes, both general and special, payable to The school commissioners for the municipality of the city of Salaberry-de-Valleyfield in the county of Beauharnois with respect to the said land and property shall be three thousand dollars (\$3,000.00) a year; and for the period of five (5) years beginning on the first day of January, 1962, the valuation for municipal and school purposes of the said land and of all the taxable property of the said company situated thereon at any time during the said period shall be three hundred thousand dollars (\$300,000.00), the amount of all taxes, both general and special, except the water-rates, payable to the city with respect to the said land and property shall be three thousand three hundred dollars (\$3,300.00) a year, and the amount of all taxes, both general and special, payable to The school commissioners for the municipality of the city of Salaberry-de-Valleyfield in the county of Beauharnois with respect to the said land and property shall be four thousand five hundred dollars (\$4,500.00) a year. Such commutations of taxes are subject to the regular and normal operating of the plant and to the normal payment of reasonable salaries."

1931-32,
c. 111,
s. 182b,
aj.

5. La loi 22 George V, chapitre 111, est modifiée, en ajoutant, après l'article 182a, l'article suivant:

Appro-
bation
jugée suf-
fisante.

"182b. L'approbation, par les électeurs propriétaires dans la zone B-1 de la cité, du règlement numéro 491 de la cité, règlement pour amender le règlement numéro 468 relatif au zonage, à la construction et à l'usage des bâtiments et des terrains, constitue l'approbation requise par la Loi des cités et villes."

5. The act 22 George V, chapter 111, is amended, by adding, after section 182a, the following section:

1931-32,
c. 111,
s. 182b,
added.

"182b. The approval, by the elector-proprietors in zone B-1 of the city, of by-law number 491 of the city, being a by-law to amend by-law number 468 respecting zoning, building and use of buildings and land, constitutes the approval required by the Cities and Towns Act."

Approval
deemed
sufficient.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

Rues, etc.,
sensées
publiques.

6. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 1°, le paragraphe suivant:

"1° Les rues, ruelles, chemins publics, places publiques et les trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité, sont sensés être des chemins, places et trottoirs publics et la propriété de la cité sur toute leur superficie et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une cour de justice compétente, dans l'année de la sanction de la présente loi, dont le présent article devra être publié durant deux semaines consécutives, deux fois dans l'année, à intervalles de six mois, dans un journal français dans la cité et dans un journal anglais dans le district."

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la cité.

Cours de
triage,
etc.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 3° de l'article 472, le paragraphe suivant:

"4° Pour régler l'exploitation de cours de triages, entrepôts à l'usage de personnes ou compagnies faisant du transport par camions."

1931-32,
c. 111,
a. 137,
rempl.

8. La loi 22 George V, chapitre 111, est modifiée, en remplaçant l'article 137, par le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 605,
rempl.
pour la
cité.

Exprop-
riation
autorisée.

"**137.** L'article 605 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**605.** Le conseil peut acquérir, à titre gratuit ou onéreux, ou exproprier le terrain nécessaire à l'exécution des travaux ordonnés par lui, dans les limites de ses attributions, notamment pour l'ouverture, l'agrandissement, l'alignement des rues ou parties déterminées de rues, de places publiques, parcs, canaux, égouts, la construction d'édifices à l'usage de la cité, pour tous objets relatifs à l'approvisionnement de l'eau, pour tout aqueduc, avec dépendances et accessoires, et tous objets relatifs à l'éclairage de la cité.

Possession
préalable.

En décrétant une expropriation ou en tout temps après, le conseil peut, par résolution, décider la possession préalable,

6. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 1, the following paragraph:

"1a. The streets, lanes, public roads, public places and sidewalks now open for the use of the public within the limits of the city shall be deemed public roads, places or sidewalks and the property of the city for their whole extent, and every claim and right of action for the ownership of the ground or site shall be absolutely extinguished and prescribed, if it has not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year of the sanction of this act, whereof this section must be published during two consecutive weeks, twice during the year, at intervals of six months, in a French newspaper in the city and in an English newspaper in the district."

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Streets,
etc.,
deemed
public.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 3 of section 472, the following paragraph:

"4. To regulate the operation of sorting yards and warehouses used by persons or companies engaged in transportation by trucks."

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
city.

Sorting
yards, etc.

8. The act 22 George V, chapter 111, is amended, by replacing section 137, by the following:

"**137.** Section 605 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**605.** The council may acquire, by gratuitous or onerous title, or expropriate the land required for the works ordered by it, within the limits of its powers, especially for the opening, widening or straightening of streets or specified portions of streets, public squares, parks, drains, sewers, the construction of buildings for the use of the city, for all purposes connected with supplying the city with water, for all waterworks and dependencies and accessories, and for all purposes connected with the lighting of the city.

1931-32,
c. 111,
s. 137,
replaced.

R.S.,
c. 233,
s. 605,
replaced
for city.

Exprop-
riation
author-
ized.

In enacting an expropriation or at any time afterwards, the council may, by resolution, decide as to prior possession,

Prior pos-
session.

pourvu qu'il vote, pour couvrir les indemnités possibles, un crédit égal au double de l'évaluation municipale s'il s'agit d'un immeuble entier et au double de l'évaluation municipale estimée par les estimateurs, s'il s'agit de partie d'un immeuble ou d'une servitude.

Effet de
dépôt.

Dans ce cas, le simple dépôt au bureau d'enregistrement de Beauharnois:

a) d'une copie certifiée de la résolution décrétant l'expropriation;

b) d'une copie certifiée de la résolution décidant la possession préalable et votant le crédit requis;

c) d'un certificat du contrôleur des finances attestant qu'il a et qu'il tient en disponibilité le crédit voté;

d) d'un plan, accompagné d'une description, signés par un arpenteur;

transporte à la cité la propriété de l'immeuble, de partie de l'immeuble ou de la servitude que le plan et la description indiquent, sans autre charge que l'obligation pour elle de déposer, conformément à la Loi des services publics, le montant des indemnités, après qu'elles auront été, plus tard, déterminées suivant la procédure ordinaire, plus les intérêts au taux légal à compter de la prise de possession.

Avis.

Avis doit être signifié au propriétaire intéressé de l'adoption des résolutions décrétant l'expropriation ou la prise de possession."

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
cité.

9. L'article 64 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de 1941, chapitre 233) remplacé, pour la cité, par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 73, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Frais de
représentation.

"64. Le conseil pourra, par résolution, à compter du premier janvier 1956, accorder aux échevins une somme annuelle de douze cents dollars, et au maire une somme annuelle de trois mille dollars pour couvrir une partie de leurs frais de représentation."

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

provided that it votes, to cover the possible indemnities, a credit equal to double the municipal valuation in the case of a whole immovable and to double the municipal valuation assessed by the assessors, in the case of part of an immovable or a servitude:

In such case, the mere deposit at the registry office of Beauharnois:

Effect of
deposit.

a. of a certified copy of the resolution ordering the expropriation;

b. of a certified copy of the resolution deciding upon prior possession and voting the credit required;

c. of a certificate of the comptroller of revenue attesting that he has and holds, available the credit voted;

d. of a plan, with a description, signed by a land-surveyor;

shall transfer to the city the ownership of the immovable, part thereof or of the servitude as shown by the plan and description, without any other obligation by the city than that of depositing in conformity with the Public Service Act, the amount of the indemnities, after they have been, later, determined according to the ordinary procedure, plus interest at the legal rate from the time of the taking possession.

A notice must be served on the interested proprietor of the passing of the resolutions ordering the expropriation or the taking of possession."

Notice.

9. Section 64 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of 1941, chapter 233) replaced, for the city, by section 8 of the act 15-16 George VI, chapter 73, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for city.

"64. The council may, by resolution, as from the first of January, 1956, grant to aldermen an annual sum of twelve hundred dollars, and to the mayor an annual sum of three thousand dollars to cover a part of their entertainment expenses."

Entertainment
expenses.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.